

## VERDICT DANS LE PROCÈS DE L'AFFAIRE DES CADRES D'ALGÉRIE POSTE

## Des condamnations et des acquittements

*Des condamnations et des relaxes ont été prononcées, hier, par le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed à l'encontre des cadres d'Algérie Poste. Ces derniers, traduits en justice pour les chefs d'inculpation «de dilapidation de biens publics, de non-respect de la réglementation et d'abus de confiance», ont été condamnés à des peines allant de 4 ans de prison ferme à 1 an avec sursis.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La salle n° 3 du tribunal correctionnel de Sidi M'hamed s'est avérée exiguë pour contenir l'assistance venue nombreuse entendre le verdict du procès de l'affaire des cadres d'Algérie Poste.

Ainsi, la sentence prononcée par le président du tribunal a vu respectivement l'ex-directeur financier et l'ex-directeur des moyens généraux de l'opérateur historique de la poste condamnés à quatre et deux années de prison ferme, dont une année avec sursis.

La même juridiction a prononcé la peine d'une année et de huit mois de prison ferme à l'encontre des receveurs des agences postales de Hydra et de Birkhadem, alors que des condamnations avec sursis et des relaxes ont été pronon-

cées à l'encontre de certains entrepreneurs et fonctionnaires relevant de la même institution.

Pour rappel, l'affaire, mise en délibérée pour 15 jours, a été caractérisée, lors du procès, par le soutien exprimé par l'employeur, en l'occurrence Algérie Poste, aux mis en cause dans cette affaire.

De son côté, le représentant du ministère public avait requis de lourdes peines. L'avocat général a requis des peines de 15, 10, 8 et 5 ans de prison ferme à l'encontre de la vingtaine de personnes poursuivies dans cette affaire.

Or, à la différence des autres procès, celui des cadres d'Algérie Poste a été marqué par le soutien exprimé par l'employeur à l'encontre des mis en cause. En effet, la Direction générale d'Algérie Poste a plaidé la non-culpabilité des cinq personnes mises



Photo : Samir Sid

Des peines allant de 4 ans de prison ferme à 1 an avec sursis.

en cause dans cette affaire.

Pour l'ex-directrice de l'opérateur historique, «les faits pour lesquels sont poursuivis les cadres d'Algérie Poste n'ont causé aucun préjudice à l'entreprise».

Les propos tenus par l'ex-directrice ont d'ailleurs été confortés par le rapport d'expertise élaboré à la demande du juge d'instruction et par les deux audits internes effectués par l'employeur.

Pour sa part, la défense a, dans sa globalité, plaidé l'acquittement, tout en dénonçant le «recours excessif par les juges d'instruction à la détention provisoire». Sur un autre chapitre, l'avocat Benissad a mis

en exergue la question de «l'équilibre à trouver entre la liberté d'expression et le principe de la présomption d'innocence dont jouit tout justiciable jusqu'à preuve du contraire».

A. B.

## REBAÏNE DÉMENT TOUT MOUVEMENT DE REDRESSEMENT À AHD 54

## «C'est un non-événement !»

**Le président de AHD 54 est catégorique : aucun mouvement de redressement ne menace la stabilité du parti. Fawzi Rebaïne considère l'agitation de quatre membres du Conseil national comme «un non-événement».**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le numéro un de AHD 54 estime, en effet, que la contestation fait partie de la vie «normale» d'un parti politique mais que cette dernière devait se faire dans les règles de l'art. Les contestataires en question doivent, selon Rebaïne, respecter le cadre du parti pour faire part de leurs divergences de vue. Ils ont, selon le président de AHD 54, pris part aux travaux du conseil national sans jamais protester.

Si ces contestataires considèrent qu'ils sont majoritaires, explique Rebaïne, ils n'ont qu'à recueillir les signatures du tiers des membres du Conseil

national pour introduire une motion contre le président.

Cette agitation, dira Rebaïne, ressemble étrangement à celle qu'avait connue le parti en 2004, juste après l'élection présidentielle. Sans le dire directement, il insinue que le lieu avec les rendez-vous électoraux est indéniable. Se disant confiant, le numéro un de AHD 54 estime que ce n'est certainement pas ce genre d'agitation qui mettra en péril son parti même si, dit-il, «les mouvements de redressement sont à la mode».

D'ailleurs, a-t-il ajouté, le parti fonctionne conformément à la réglementation puisqu'il vient de déposer les comptes



Photo : Samir Sid

Rebaïne confiant.

de la campagne électorale au niveau du Conseil constitutionnel tandis que les comptes du parti sont, comme le stipule la loi, régulièrement déposés au niveau du ministère de l'Intérieur.

Animant une conférence de presse hier, le président de AHD 54 a tenu à préciser que son parti n'avait guère d'activités de circonstance, précisant que la vie interne est riche, en témoigne la tenue récente de l'université d'été.

Ne pouvant faire l'impasse sur l'actualité, le président de AHD 54 a commenté les récentes déclarations du général français à la retraite au sujet du massacre des moines de Tibhirine, déplorant le silence du président de la République et de l'institution militaire mise en cause dans cette affaire.

N. I.